

*Prêts aux petites entreprises—Loi*

**Une voix:** Quelle honte!

**M. McCain:** Les députés à votre droite n'ont-ils pas de cœur, monsieur l'Orateur? Prenons le cas d'un propriétaire d'une petite scierie du Nouveau-Brunswick, à qui la Domtar, la Bathurst ou la Fraser's vient faire cette proposition: «Nous voulons acheter votre scierie et vos terrains». Il y a une autre complication que j'ai omis de mentionner. Ceux qui emprunteront l'argent nécessaire au paiement initial devront effectuer ce versement en «dollars après impôt», puisque l'intérêt ne comptera plus comme auparavant. De sorte que l'acheteur ne peut se permettre d'acheter, ni le vendeur de vendre. Mais si une multinationale ou une grande société canadienne veut acheter une scierie dans des conditions semblables, elle n'aura pas d'intérêt à payer parce qu'il sera impossible de voir dans sa comptabilité qu'elle a emprunté pour acquérir l'entreprise. Même en essayant, il sera impossible de s'y retrouver.

Donc, les grosses sociétés peuvent se permettre désormais d'acheter toutes les petites, monsieur l'Orateur. Mais les simples particuliers, comme nous les députés, ne pouvons pas contracter de prêt pour acheter une entreprise à cause du rajustement de la structure fiscale. L'intérêt payé n'est pas considéré comme frais d'opération pour un particulier. Tout cela est parfaitement ridicule. Nous avons atteint une sorte de paroxysme, monsieur l'Orateur. J'ai déjà dit la même chose à la Chambre. Nous avons atteint le paroxysme d'une situation qui a vu le jour sous Benson, lequel a été rejeté, et qui a refait surface sous l'honorable John Turner, auquel nous devons l'introduction progressive de cette mesure. C'est à cette époque qu'une personne désireuse de lancer une petite entreprise avait comparu devant certains députés en nous disant qu'elle avait l'occasion de se lancer dans les affaires. Elle disait que son commerce l'aiderait à avoir une retraite un peu plus confortable. Mais, a-t-elle ajouté: «Quand je pense aux répercussions de l'impôt sur les gains en capital, etc., à l'époque de Turner, cela ne vaut vraiment pas la peine de risquer d'employer 14 personnes; je ne vais donc pas le faire». Eh bien, monsieur l'Orateur, si l'on entendait des choses pareilles à l'époque de Turner, que penserait cette personne à l'idée d'investir aujourd'hui? C'est devenu parfaitement ridicule—mais c'est à ce moment-là que tout a commencé.

Il aurait beaucoup mieux valu que le gouvernement nous propose un budget de stimulants. A ce moment-là, il aurait pu restreindre ses dépenses. Il aurait beaucoup mieux valu que l'on dise du budget: «Nous allons produire. Nous allons accroître notre productivité. Nous offrirons des stimulants aux entreprises. Nous stimulerons la mise en valeur des sables bitumineux. Nous favoriserons l'exploitation des ressources au large de la côte est du Canada. Nous allons inciter les gens à investir». Quelle aurait été la différence? Nous aurions certainement 200,000 ou 250,000 chômeurs de moins. Et ces gens paieraient des impôts. Nous n'aurions pas besoin de prendre jusqu'au dernier sou que les gens ont.

Qu'est-ce que le gouvernement essaie de faire? Je l'accuse, monsieur l'Orateur, d'essayer d'établir une assiette fiscale qui va accroître l'inefficacité des entreprises privées ou les décou-

ragera, ce qui lui permettra de justifier ce qu'il déclare: «Les dispositions du budget en matière d'imposition et de réglementation nous permettront de socialiser, de nationaliser ce pays et de nous en emparer». Bien des gens vont être découragés. Veut-il créer une situation qui justifiera des nationalisations et un interventionnisme accru du gouvernement?

• (1740)

Le député de Joliette (M. La Salle) a demandé aujourd'hui pourquoi le gouvernement se refusait à dire clairement ce qu'il pensait d'un programme de subventions pour l'industrie laitière. Au train où vont les choses, cette question sera réglée le jour où les vaches ne donneront plus de lait. Il y a des mois que cette question est à l'étude. Il faut plus longtemps au gouvernement pour produire un programme qu'à une vache pour vêler. Il n'y a pas un bovin dont la période de gestation dépasse celle du ministre de l'Agriculture (M. Whelan). Quand diable va-t-il se secouer, faire ce qu'il faut, parler aux producteurs laitiers et mettre en œuvre le programme?

Je connais au moins l'une des raisons de cette lenteur. La situation est tellement grave que le comité du MEER étudie actuellement des demandes de subventions pour l'industrie du tourisme, pour l'agriculture, pour la pêche, pour l'industrie forestière et j'en passe. Le gouvernement et le ministre de l'Agriculture vivent en vase clos. Les ministres ignorent ce que font leurs collègues. Ils ignorent combien d'argent va au tourisme, à l'industrie forestière, à l'agriculture, aux mines, aux routes ou aux travaux publics, parce que la structure du gouvernement est tellement morcelée que personne ne peut se faire une idée d'ensemble de la situation. Pourquoi ne pas mettre de l'ordre et traiter cette affaire comme il convient—c'est-à-dire intelligemment—sans avoir à demander au ministre responsable de l'industrie forestière combien son ministère verse à ce secteur et combien d'argent le MEER lui consacre également. C'est absolument ridicule. Les bras vous en tombent.

C'est l'administration qui récupère les crédits supplémentaires. Le gouvernement a-t-il pensé un instant que nous pourrions économiser cinq à dix milliards de dollars—plutôt que de les donner aux Arabes—si nous avions un budget qui encourage l'exploitation des ressources naturelles dans l'est comme dans l'ouest du pays? Quelqu'un m'a demandé aujourd'hui ce que je voulais pour Noël. Voilà une question bien embarrassante, mais je crois tenir la réponse. J'aimerais avoir un gouvernement intelligent qui prône une politique de l'emploi, qui encourage la production, qui dirige véritablement le pays et qui fasse comprendre aux Canadiens qu'il faut améliorer notre productivité. Je veux d'un gouvernement qui s'emploie davantage à augmenter la productivité et à fournir des mesures d'encouragement plutôt qu'à signer des chèques d'assurance-chômage parce qu'il s'imagine qu'il est bien vu d'aider les pauvres gens. Il croit se tailler une belle réputation en émettant des chèques d'assurance-chômage et il craint que la prospérité du Canada ne ternisse cette réputation. Met-il par hasard en œuvre un dangereux stratagème qui consisterait à détruire le pays pour ensuite apparaître comme un héros en lui fournissant de l'aide? Ce n'est pas à exclure.